

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur: Frédéric Aimard - 9 septembre 2024 - 1,50 €

N° 100

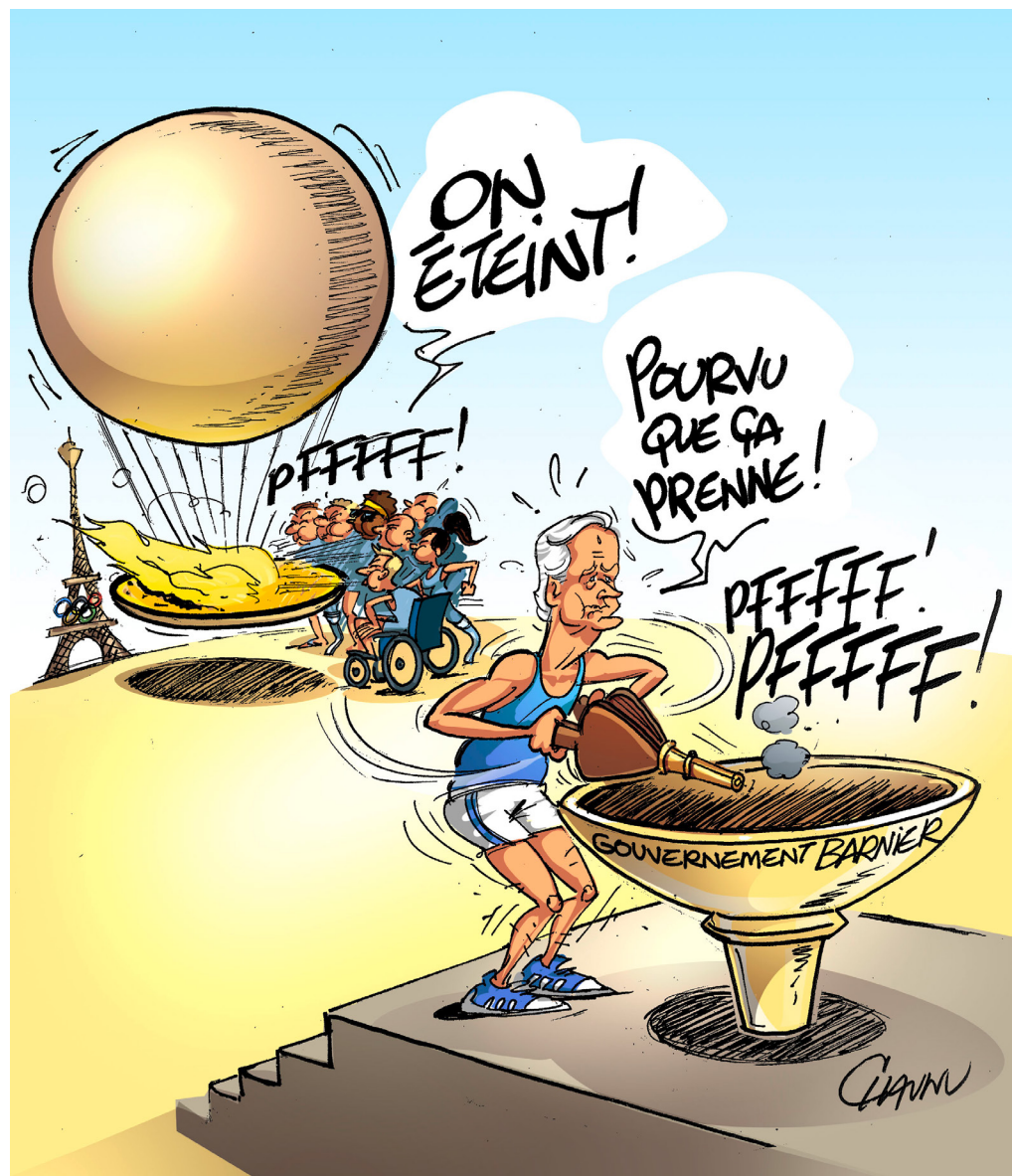
Premier ministre

On a appris, le 5 septembre à la mi-journée, que le choix du président Macron s'était porté sur le Savoyard Michel Barnier, 73 ans, membre du parti de droite Les Républicains (47 députés), ancien ministre, ancien commissaire européen et qui s'est illustré en négociant longuement (en 2020) au nom de l'Union européenne le Brexit avec les Britanniques. La gauche dans son ensemble a crié au scandale, à l'instar de Jean-Luc Mélenchon qui a parlé d'un vol de l'élection législative du 7 juillet (des manifestations ont eu lieu dans toute la France le samedi 7 septembre). Mais elle aurait fait de même avec n'importe quel chef de gouvernement non issu de ses rangs. La coalition du Nouveau Front populaire (totalisant 181 députés), estimait en effet que c'était en son sein que le Président aurait dû désigner un Premier ministre et avait fait campagne pour un candidat unique: Lucie Castets.

Emmanuel Macron, dans le carrousel de ses consultations, avait explicitement refusé cette énarque de 37 ans, dont il était clair qu'elle n'aurait eu de cesse de détruire ce qu'il considère comme les acquis de son mandat et demi – la réforme des retraites notamment – et parce qu'elle n'avait aucune chance de résister à une motion de censure que sa

personnalité clivante et son programme dépensier (on l'a vu à l'œuvre à l'Hôtel de Ville de Paris) ne pouvait que déclencher immédiatement après l'ouverture de la session parlementaire. L'ancien Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve semblait avoir sa préférence. Cependant, celui-ci ne bénéficiait même pas du soutien du parti socialiste (62 députés) dont il a claqué la porte lors de la récente alliance électorale du PS

avec La France insoumise. C'est que le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a en vue les prochaines élections municipales et législatives (surtout si on craint une nouvelle dissolution d'ici une dizaine de mois) où les candidats socialistes seraient laminés s'ils abandonnaient l'union électorale avec l'extrême gauche et les écologistes... Bernard Cazeneuve pouvait-il gouverner avec le soutien ou la neutralité, au



SOMMAIRE

P. 1 : Premier ministre. P. 2 : Agriculteurs. P. 3 : Arithmétique. Rentrée littéraire des petits. P. 4 : Retour au réel. Nouvelle Calédonie. P. 5 : Incroyable Poste ! P. 6 : 100 numéros ! P. 7 : Appliquons la loi. P. 8 : Le Pape des antipodes. Russie. P. 9 : Espace. P. 10 : Théâtre - *La fin du début*. - *Le mage du Kremlin*.

■ **Gouvernement :** Michel Barnier, 73 ans, ancien ministre et ancien commissaire européen, a été nommé Premier ministre par le président Emmanuel Macron, le 5 septembre. Le 7 septembre, une partie de la gauche appelait à manifester contre cette nomination. Selon la police, il y aurait eu 110 000 manifestants dans toute la France, dont 26 000 à Paris. Trois fois plus selon La France insoumise. Pour son premier déplacement officiel, le nouveau Premier ministre s'est rendu, le 7 septembre, à l'hôpital Necker à Paris pour indiquer que la Santé serait une des priorités de son futur gouvernement.

■ **Migrants :** Une embarcation pneumatique de 7 m de long avec 65 migrants clandestins à bord, venus d'Érythrée, s'est disloquée au large du Cap Gris-Nez (Pas-de-Calais). Le bilan serait de 12 à 14 noyés dont 10 femmes. Seulement 8 passagers avaient été dotés d'un gilet de sauvetage par les passeurs. Selon le ministère britannique de l'Intérieur plus de 20 000 migrants ont réussi à passer la Manche depuis janvier.

■ **Justice :** depuis le 2 septembre une cinquantaine d'hommes sont jugés par la Cour criminelle du Vaucluse à Avignon (sans jury populaire). Ils avaient violé, au long d'une dizaine d'années, Gisèle Pelicot, une femme de Mazan que son mari droguait pour qu'elle ne se rende compte de rien. Celle-ci a refusé le huis clos.

■ **Abbé Pierre :** La fondation Abbé-Pierre a indiqué,

cas par cas, des formations centristes (Ensemble pour la République, 87 députés, Les Démocrates, 35 députés, Horizons, 26) avec des Républicains de Laurent Wauquiez, voire de l'extrême droite d'Éric Ciotti (16 députés) et de Marine Le Pen (123 députés). Cela aurait été un tour de force du « en même temps » mais paraissait hautement improbable.

Michel Barnier est donc en selle pour former un gouvernement où figurent surtout des centristes et des Républicains et qui pourra compter sur le soutien actif d'environ 166 députés sur 577. C'est peu et il n'a pas intérêt à avancer la rentrée parlementaire en convoquant une session extraordinaire ainsi que le demande la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet. D'ici le 1er octobre (début de la session ordinaire), il aura le temps de constituer son équipe et de finaliser un projet de Budget, puisque la France aura déjà présenté à Bruxelles (en principe le 20 septembre) les grandes orientations de celui-ci avec une demande d'indulgence... C'est le principal atout de Michel Barnier, qui dispose de relais au sein des institutions européennes et du soutien de la plupart de ses homologues européens, peu soucieux de voir la France continuer à donner le mauvais exemple d'un dérapage budgétaire, mais souvent mal placés pour lui faire la leçon.

Pour le reste, on sait que les origines gaullistes et l'engagement européen de cet homme politique professionnel en font un partisan de l'intervention des institutions dans l'économie. Il n'aura pas trop de

ses qualités personnelles, faites de courtoisie, de simplicité apparente (beaucoup de ses concitoyens ont pu le rencontrer ces dernières années, seul avec sa valise, dans un TGV ou à la gare de la Pardieu à Lyon par exemple), de calme, d'opiniâtreté, bien représentatives du tempérament savoyard qu'il incarne au plus haut degré, pour enjamber les accusations. d'« ultralibéralisme réactionnaire », ou de « mollesse » qu'on entend çà et là. Son pragmatisme évitera peut-être au pays une nouvelle grande crise sociale, dont une économie délabrée n'a vraiment pas besoin, pour tenir peu ou prou, jusqu'à de nouvelles élections législatives anticipées, voire jusqu'à la prochaine élection présidentielle qui bouche tout l'horizon. L'ancien Premier ministre Édouard Philippe (président du parti Horizons...) a d'ailleurs pensé que c'était déjà le moment de se déclarer candidat (le 3 septembre dans Le Point). Si la séquence actuelle débouche sur un blocage institutionnel total (ce qui n'est pas exclu), il aura eu raison. Et peut-être sera-t-il tout de même soulagé si jamais il a tort ?

Frédéric Aimard

Agriculteurs

Voir arriver aux commandes de Matignon un ancien ministre de l'Agriculture a de quoi rassurer un peu les agriculteurs français englués dans des perspectives peu réjouissantes depuis de longs mois. Michel Barnier, désigné comme Premier ministre par Emmanuel Macron le 5 septembre a en effet piloté le ministère de la

rue de Varenne dans le gouvernement Fillon, de 2007 à 2009, à l'époque où Nicolas Sarkozy était Président de la République. Le Savoyard y avait fait montre d'un réel souci écologique et environnemental tout en prenant en compte les spécificités économiques de la filière agricole française, soumise à un marché mondial très concurrentiel. Les agriculteurs apprécient également sa connaissance des arcanes de Bruxelles où il fut à plusieurs reprises commissaire européen.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le nom du nouveau ministre de l'Agriculture n'est pas encore connu. Au sein des LR, le parti de Michel Barnier, certains parlementaires sont cités, comme la nouvelle députée européenne Céline Imart, agricultrice originaire du Tarn ou un proche de Xavier Bertrand, Julien Dive, député d'une circonscription rurale de l'Aisne. À moins que Michel Barnier ne souhaite conserver Marc Fesneau, proche de François Bayrou, à ce poste.

Reste que les chantiers agricoles seront nombreux dans les mois qui viennent. À commencer par celui de la trésorerie des exploitations, fragilisées par les conditions météorologiques pour ce qui est des cultivateurs et par les prix bas pour les éleveurs. « Il nous faut 500 euros d'aide exceptionnelle à l'hectare pour sortir la tête de l'eau », nous confie sans ambages un céréalier de la Marne, croisé à la Foire de Châlons-en-Champagne encore sous le coup d'une moisson catastrophique. Les agriculteurs français sont également vent debout contre la relance des négociations commerciales en vue d'un traité de

libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (Amérique du Sud). À quelques mois des élections aux chambres d'agriculture, les syndicats agricoles ont hâte d'obtenir des garanties du nouveau gouvernement.

Jérôme Besnard

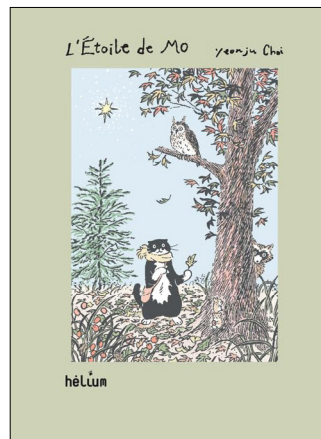
Arithmétique

Dans la longue attente de la nomination d'un Premier ministre, entre le 7 juillet et le 6 septembre, on s'est concentré sur les personnalités candidates à Matignon ou qui semblaient être présentes en négligeant les données arithmétiques.

Il était évident qu'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire n'avait aucune chance de durer puisque le nombre de sièges gagnés par ce groupe (193) est beaucoup trop éloigné de la majorité absolue (289 voix) pour résister à une motion de censure. Ce constat n'empêchait peut-être pas de nommer un représentant de la gauche (Lucie Castets) qui aurait, dès l'ouverture de la session parlementaire (1^{er} octobre sauf session extraordinaire), fait par lui-même la démonstration d'une impossibilité effective. Emmanuel Macron n'a pas voulu prendre ce risque même pour quelques semaines...

De même, le « bloc central » constitué par le groupe Ensemble (166 sièges) et par la Droite républicaine (47 sièges) ne peut mobiliser que 213 voix et monter jusqu'à 242 voix si tous les députés indépendants (21) ou non-inscrits (2) lui apportent leur soutien. Ce qui est improbable. Emmanuel Macron y a donc renoncé.

On s'est donc aperçu, avec



ROMAN

L'appel du voyage

Mo est un chaton noir avec des chaussettes blanches. Une nuit, une lumière souriante l'attire dehors. Le voilà parti à sa recherche. En chemin, il croise plein d'animaux (une bande de joyeux rennes, un vieil hibou...). Chacun lui offre un cadeau (une besace, une carte du village de la forêt bleu-nuit...) et lui prodigue des conseils pour survivre en milieu hostile et se faire des amis. Au fur et à mesure de sa folle aventure, le matou s'inquiète. Ne lui a-t-on pas dit, et même répété, qu'il risquait de tomber sur l'ours à l'haleine fétide? Une rencontre fâcheuse. Mais qui pourrait arrêter Mo l'intrépide? À partir de 8 ans.

« L'Étoile de Mo », Yeonju Choi, Hélicium, 176 p., 15,90 €.

ALBUM

Adieu, l'ami !

Cet album grand format aux couleurs de l'automne aborde le thème de la perte d'un être cher et de son souvenir. L'écureuil roux et son ami Poc aiment regarder les oiseaux voler, c'est leur



passer-temps favori. Ils aiment aussi les écouter, en particulier le merle noir aux trilles si parfaits. Mais aujourd'hui l'oiseau ne bouge plus, il est mort. Avec l'aide de Günther, ils recouvrent son corps des plus belles feuilles de la forêt avant de se recueillir et d'évoquer les moments heureux vécus en sa compagnie. De 3 à 6 ans.

« Est-ce qu'il dort? », Olivier Tallec, éditions Pastel, 40 p., 13,50 €.

MANGA

Mamie, je t'aime

Japon, années 1980. Koume vit avec ses parents et Ume, sa grand-mère. La fillette et la mamie sont de vraies complices. Chaque instant est l'occasion, pour la vieille dame, d'expliquer et, pour la fillette, d'apprendre. Toute activité (tricot, gâteaux, concours de grimaces...) est bonne pour partager du bonheur et s'aimer davantage. Dans ce manga, tout en pastel, nous les suivons au fil des saisons. Une traversée du temps qui permet de faire connaissance avec certaines traditions tels que les bains publics et la fête des enfants. Dès 6 ans.

« Ma mamie adorée », Junko Honma, éditions Le renard doré, 160 p., 12,90 €.



REVUE

Aérospatiale

Quatre start-up françaises travaillent à la construction de la fusée du futur, un engin destiné à concurrencer l'américain Space X. Les premiers vols sont pour bientôt. Science & Vie s'est immiscé dans les ateliers de fabrication.

Autres sujets abordés : les bons petits plats de Neandertal, les cellules souches, le secret des génomes du champignon...

« Qui sera le Space X français? », Science & Vie, septembre 2024, 4,90 €. En kiosque.



le 6 septembre, qu'elle allait changer de nom après le recueil, par le cabinet Egaé, mandaté par Emmaüs, de 17 nouveaux témoignages sur des abus sexuels dont il se serait rendu coupable sur des femmes tout au long de sa vie. Le musée qui était consacré, à Esteville (Seine-Maritime), au cofondateur des restos du cœur, sera démantelé.

■ **Justice :** Le 5 septembre, la demande d'un complément d'information présentée par les avocats de Nicolas Sarkozy dans l'affaire du financement politique que lui aurait accordé le président Kadhafi en 2007, a été rejetée par le Parquet. La date de son procès au tribunal de Paris, pour corruption, a été maintenue au 6 janvier 2025. Il comparaitra durant un mois en compagnie de 12 co-inculpés dont Claude Guéant, Brice Hortefaux, Éric Woerth ou le présumé intermédiaire Ziad Takieddine, principal accusateur qui s'est rétracté depuis. L'accusation repose essentiellement sur le témoignage d'un fils de Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam, et d'une note des services de renseignement libyens publiée par Média-part, mais dont les accusés contestent l'authenticité.

■ **Impôts :** Les propriétaires français ont reçu la semaine dernière leurs avis de taxe foncière. La part d'augmentation due à la hausse de la valeur locative décidée par l'État a été de + 3,9 % (après 7,1 % en 2023). L'augmentation moyenne sur la part communale a été de 1,6 %. Elle est cependant très variable : de 0 % à plus de 50 %. Avec 20 millions d'euros

retard, que Michel Barnier, chef d'un gouvernement de centre droit, ne devrait sa survie qu'à l'abstention du Rassemblement national et de ses alliés (142 sièges). Le groupe de Marine Le Pen, qu'Emmanuel Macron voulait marginaliser, est devenu central dans l'actuelle configuration parlementaire.

Pour jeter quelques lueurs sur un avenir incertain, il faut prendre en compte d'autres données. Au premier tour des élections législatives, le Rassemblement national et ses alliés ont obtenu plus de 10 700 000 voix et plus de 10 100 000 au second, tandis que le Nouveau Front populaire rassemblait plus de 9 200 000 voix au premier tour et plus de 7 200 000 au second. Cela signifie que l'électorat protestataire de droite ou de gauche est largement majoritaire dans notre pays : 60 % des électeurs, au premier tour des législatives.

Choisir un Premier ministre issu d'une formation très minoritaire (Les Républicains ont obtenu 6,5 % des voix au premier tour) pour mener une politique récusée par la majorité des citoyens peut être considéré, selon son tempérament politique, comme une provocation ou comme un manque de prudence. Il arrive en effet que les révoltes populaires effacent provisoirement le clivage entre droite et gauche pour viser l'équipe au pouvoir.

Claudine Uzerch

Retour au réel

L'image et les propos sur le parvis de l'hôtel de Matignon le jeudi 5 septembre étaient saisissants. D'un

côté, le plus jeune Premier ministre de la Ve République, dans son costume au ras du corps, distillant ses conseils, presque sa feuille de route, au plus âgé du régime fondé en 1958 ; en face, massif et droit dans son complet classique, le Savoyard répondait courtoisement mais fermement à Gabriel Attal qu'il mènerait « des changements et des ruptures », mots s'adressant d'ailleurs autant au chef de l'État. Lui serrant la main à la façon d'un Xi Jinping ne regardant pas son interlocuteur, Michel Barnier affirmait crânement : « Nous allons davantage agir que parler ».

Cet acte « disruptif », pour employer le vocabulaire du Président, celui-ci ne l'avait évidemment pas prévu. Son élection en 2017 avait été présentée comme la mise à l'écart du monde politique traditionnel et des vieux partis de gouvernement. Le résultat en a été, outre l'exaspération des Français, l'inexorable montée du Rassemblement national et, plus récemment, de la France insoumise. Celle-ci a réussi à phagocytter l'essentiel de la gauche, tandis que le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella s'incrétait solidement dans le paysage politique. Du coup, il se voit même considéré comme une sorte de faiseur de rois : son refus de voter une immédiate censure contre le nouveau chef du gouvernement a sans doute constitué un préalable au choix d'Emmanuel Macron. Reste à savoir si cela contribuera à pondérer un RN de plus en plus soucieux de rallier l'électorat de centre droit et pas simplement quelques ciottistes. En tout cas, un immédiat sondage a montré que 73 % des

Français approuvaient cette position.

Il faut maintenant établir un budget, restaurer les services publics, ramener un équilibre politique en stabilisant les institutions tout en cohabitant avec le président. Mais n'en déplaise à tous les excités pour lesquels cette nomination constitue un « déni de démocratie » car l'élection aurait été « volée au peuple français », les rapports de force politiques se présentent sous un jour plus favorable qu'avec un Premier ministre soumis à l'extrême gauche, toujours dirigée par un Jean-Luc Mélenchon du même âge que Michel Barnier.

Celui-ci, en dehors des épithètes caricaturales qui lui ont été accolées, apparaît avant tout comme quelqu'un de profondément ancré dans sa région, dans son pays et dans son continent. À plusieurs reprises, il a su montrer une originalité d'esprit, voire des réactions, qui attestent d'une certaine solidité, mais aussi d'un véritable pragmatisme. Ce vieux routier de la politique, qui a commencé très tôt – conseiller général à 22 ans, député à 27, ministre sous Mitterrand, Chirac et Sarkozy, deux fois commissaire européen, négociateur du Brexit – va pouvoir à nouveau travailler dur, de façon aussi opiniâtre que sereine. Il en aura bien besoin, indépendamment des premières réactions à sa nomination, tant les problèmes sont ardues et urgents.

Jean-Gabriel Delacour

Nouvelle-Calédonie

Le 4 septembre 1774, lors de sa seconde expédition du

Pacifique, l'explorateur britannique James Cook et son équipage repèrent le nord de la Grande Terre avant d'y jeter l'ancre et de donner au territoire le nom de Nouvelle-Calédonie. Il l'appelle ainsi parce que son relief lui rappelle l'Écosse de son père, que les Romains avaient désignée ainsi d'après le terme brittonique caled signifiant dur. Échappant de justesse à Londres, elle passe sous autorité française en 1853. Depuis 1946, lorsqu'elle est devenue un territoire d'outre-mer, l'ancienne colonie a connu de nombreux statuts – huit entre décembre 1976 et juillet 1989, le dernier l'ayant définie comme une collectivité territoriale sui generis. Aujourd'hui, après trois référendums d'auto-détermination ayant écarté l'indépendance, l'accord de Nouméa de 1998 est arrivé à son terme. Le problème institutionnel demeure donc au cœur des exactions menées par une partie des indépendantistes, qui ont mis plus ou moins à feu et à sang l'archipel depuis le mois de mai.

Le nouveau Premier ministre français n'ayant pas encore annoncé ses intentions, on en reste à la volonté exprimée par Emmanuel Macron lorsqu'il a reçu, le 3 septembre, Sonia Backès, ancienne ministre d'Élisabeth Borne et présidente de la province Sud, à laquelle il a annoncé que, désireux de « *s'occuper du dossier lui-même* », une « *initiative politique allait être prise, avec la reprise du dialogue, sous forme d'une mission [...]* et de la réunion de tous les acteurs ». On rappellera deux points : rien n'était concrètement sorti du passage-éclair du président sur place le 23 mai et, depuis

Michel Rocard en 1988, ce sont les Premiers ministres qui se sont occupés du dossier, tout au moins jusqu'à Jean Castex, qui ne s'y est pas impliqué.

Ces derniers temps, en dehors de violences sporadiques – le 7 septembre, un automobiliste a grièvement blessé, en le percutant, un gendarme effectuant un contrôle routier à La Foa – et du maintien de certains barrages, plusieurs événements se sont produits. Les anti-indépendantistes ont ainsi annoncé le dépôt d'une résolution au Congrès pour créer une commission d'enquête sur les liens entre des élus indépendantistes et l'Azerbaïdjan. Par ailleurs, devant les difficultés quotidiennes, indépendantistes et loyalistes se sont mis d'accord pour demander à l'État un chèque de plus de 4 milliards d'euros afin de permettre au territoire de se relever.

Il faut surtout noter l'élection à la tête du Congrès le 29 août, par 28 voix contre 26, de Veylma Falaeo, à la place de Roch Wamytan, figure indépendantiste et président du Congrès depuis 2019. Membre du petit groupe Éveil océanien représentant des habitants originaires d'autres îles que le Caillou – notamment des Wallisiens et des Polynésiens –, elle a bénéficié, au deuxième tour, des voix de

tous les non-indépendantistes. Enfin, toujours en détention provisoire à la prison de Mulhouse-Lutterbach, dans le Haut-Rhin, Christian Tein a été porté à la tête du Front de libération nationale, kanak et socialiste le 31 août.

Jean Étèvenaux

Incroyable Poste !

Grande nouvelle. 990 bureaux de poste, soit un petit dixième de l'ensemble, vont proposer cinq albums d'Astérix et divers produits sous licence : stylos quatre couleurs Bic exclusifs, mugs, porte-clés, images Panini, marque-pages, etc., sans oublier une pochette Colissimo souple pour 2 kg aux couleurs des héros gaulois créés il y a 65 ans par Goscinny et Uderzo. Cela illustre assez bien les pré-occupations et la politique de la Poste, qui ne songe qu'à se diversifier et croit pouvoir attirer une nouvelle clientèle pour suppléer les manques de son fonctionnement.

La Poste veut pour ses usagers « *un accueil et un accompagnement humain de proximité* ». Aussi multiplie-t-elle les opérations que d'aucuns pourraient qualifier de farfelues, semblant négliger tout ce qui

ne fonctionne pas. On ne compte plus les bureaux fermés, les jours et horaires réduits (notamment pour permettre aux employés féminins de s'occuper de leurs enfants) ou les incohérences de son cœur de métier : l'acheminement du courrier. Combien de Français n'ont pas encore reçu les cartes postales envoyées en juillet-août ? combien de tournées postales sont supprimées, et pas seulement le samedi ? combien de contenus sont évacués ailleurs que dans les boîtes aux lettres ? Et quel parcours du combattant pour obtenir la garde – fort chère – du courrier pendant les vacances, un certain nombre d'employés en ignorant même les modalités ! Sans oublier les mesures intempestives comme la radiation automatique au bout de quelques semaines d'inactivité d'un compte d'épargne... Quant au postiers eux-mêmes, ils sont démoralisés par les changements incessants des rythmes qui leur sont imposés.

Un bon point : se rappelant qu'un timbre peut servir à propager autre chose que le souhait de fâdes « Bonnes vacances » et autres « Bonnes fêtes », la Poste va émettre, pour le centenaire de sa naissance, une figurine à l'effigie de Paul Bocuse.

Précý

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay. 92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

TVA intracommunautaire FR21418382149 - ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an = 30 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire : https://www.paypal.com/webapps/billing/plans/subscribe?plan_id=P-11V44371T91610544M3CKALY

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

Paiement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

de dette pour 5 000 habitants, la ville de Sommières (Gard) a par exemple décidé une augmentation de + 45 %, comme une trentaine d'autres communes françaises confrontées à des investissements exceptionnels ou à des erreurs de gestion. À Paris, l'augmentation, décidée par le conseil municipal en 2023 était de 62 % ! Ces augmentations devraient fleurir encore en 2024 et se calmer en 2025 à la veille des élections municipales de mars 2026.

■ **Corruption** : Le Premier ministre Gabriel Attal a signé, le 5 septembre, le décret rétablissant l'agrément de l'association Anticor (fondée en 2002) pour une durée de trois ans, à la suite d'une longue procédure devant la justice administrative. Elle retrouve donc le droit d'intervenir dans les jugements de corruption, qui avait été remis en cause depuis 2021 par diverses manœuvres du gouvernement.

■ **Casino** : Parmi les sites non repris de Casino, la plateforme logistique Easydis de Gaël (Ille-et-Vilaine) ferme ses portes en septembre en licenciant ses 190 salariés, faute de repreneur. Casino possédait 16 plateformes de ce genre à travers la France. La fermeture de celle de Limoges avait été annoncée en avril. Le sort de celles de Besançon (173 salariés) et Toulon (93 salariés) serait toujours en discussion.

■ **Hautes-Pyrénées** : D'importantes pluies et des glissements de terrain ont eu lieu le 7 septembre. La grotte de Lourdes a été momentanément envahie

par une crue du Gave de Pau.

■ **Patrimoine** : L'Église néogothique de l'Immaculée-Conception, récemment rénovée, a été détruite par un incendie criminel le 1er septembre. Le suspect, âgé de 39 ans, est un incendiaire d'églises multirécidiviste.

■ **Patrimoine** : La décision de remplacer, dans la cathédrale Notre-Dame restaurée, deux vitraux classés et intacts du XIX^e siècle par des vitraux contemporains, à l'initiative conjointe de l'archevêque et du président de la République, a suscité une pétition hostile qui a rapidement recueilli 150 000 signatures. Les organisateurs de la pétition demandent au nouveau Premier ministre de mettre le hola à ce « caprice ».

■ **Fait divers** : Un employé municipal voulait convaincre le chauffeur d'une Audi immatriculée en Pologne et qui avait percuté une Peugeot à l'arrêt au feu rouge, le dimanche matin 8 septembre vers 7 h 30 dans le centre de Grenoble, de rester sur place en attendant la police. Le chauffeur a pris la fuite après avoir tué l'employé municipal de deux balles.

■ **Inflation réglementaire** : Selon Mathilde Panot (députée LFI), s'exprimant sur France-Info le 30 août, et se fondant sur la consultation du site Legifrance, quelque 1 300 décrets et arrêtés auraient été publiés depuis la démission du gouvernement Attal. Ce qui fait beaucoup pour de simples « affaires courantes ».

100 numéros !

C'est un chiffre rond. Centième numéro de notre mini-hebdo qui a repris le beau et vieux non de *La Nation française*. Est-ce que ça doit se fêter ? On a fait la preuve qu'on pouvait sortir un petit hebdo avec un rythme métro-nomique et c'est sympathique. Mais avait-on quelque chose à prouver ? Qui plus est, ici on s'appuie sur un partenariat très serré avec l'ACIP qui est une affaire qui « roule » depuis trois quarts de siècle, même si l'avenir est loin d'être assuré. Je vous en dis un mot.

L'Acip (Agence coopérative interrégionale de presse) est une agence de presse à la très longue histoire, que l'on peut faire remonter à 1948, plusieurs fois refondée, notamment dans les années 1960 dans les eaux du mouvement patronal chrétien de droite le Cepec, dont l'un des patrons fut Yvon Chotard, dirigeant des éditions France-Empire et futur n° 2 du Cnfpf... Une histoire qui a croisé celle de l'hebdomadaire *La Nation Française* de Pierre Boutang et aussi celle de l'hebdomadaire *La France Catholique*... de par ses collaborateurs et ses dirigeants et, à vrai dire, celle de plusieurs centaines d'hebdomadaires régionaux, longtemps catholiques, dont elle fut un point de référence et de coopération (plus de 300 périodiques abonnés encore en 1969). L'Acip fut notamment refondée par Louis de Guébriant, patron du *Courrier de la Mayenne*, à la fin des années soixante. Son talentueux secrétaire fut, jusqu'à sa mort en 2000, Jacques Jira, par ailleurs rédacteur en chef du *XX^e siècle fédéralite*, organe du mouvement La Fédération. Son rédacteur en chef fut ensuite notre cher Serge Plenier, par ailleurs professeur de breton, aux multiples talents, notamment musicaux.

C'est dans ces années-là que, parallèlement à la direction de *France Catholique*, j'ai eu à m'occuper de l'Acip. La période était moins favorable que du temps de mes prédécesseurs. La plupart des hebdomadaires clients ou actionnaires de l'Acip ont, depuis, soit disparu, soit ont été rachetés par l'un des deux ou trois groupes (Sipa-Ouest-France, Ebra, Sogemedia) qui ont repris presque tous les titres et ont développé en interne les services que l'Acip pouvait rendre. En 2020, l'agence que j'avais fusionnée avec la Spfc (ancienne société de presse France Catholique) avait encore un agrément de la Commission paritaire des agences de presse. Elle l'a perdu l'année suivante. On m'objecta alors des motifs juridiques (l'agence ne devait pas avoir d'autres activités que son service de presse dans ses statuts). Elle devait rémunérer des journalistes détenteurs d'une carte de presse professionnelle. J'ai essayé de me conformer à ce qu'on me demandait, et cela a coûté de l'argent. En pure perte. J'aurais certainement dû me battre plus fermement. J'ai tout de même maintenu l'agence, qui conserve encore quelques clients et partenaires prestigieux. *La Nation Française* actuelle est en quelque sorte une vitrine du travail de l'Acip. Qui peut en dire l'avenir ? *France Catholique* aurait sans doute disparu si je n'avais pas eu l'opportunité de la céder, en 2018, à un groupe puissant qu'il l'a relancée avec un succès inespéré. Des partenariats nouveaux au niveau de la presse régionale ou ailleurs sont sans doute aussi possible pour l'Acip, car c'est bien connu que c'est dans les vieux pots qu'on fait la meilleure soupe... Si vous voulez être sûrs de connaître la suite, commencez par vous abonner à *La Nation Française*. Pour 2025, le prix est de 30 euros.

Frédéric Aimard

PDG de Spfc-Acip - Éditions France-Empire

Appliquons la loi existante

J'ai une idée géniale et je me demande pourquoi nos élites n'y ont pas pensé : et si tout simplement on appliquait la loi ? Rien que la loi mais toute la loi.

À chaque fois qu'il y a un fait très grave qui défraie la chronique on a la même discussion. Car l'émotion parfaitement légitime l'emporte. La mort d'un gendarme ou d'une fillette bouleverse tout le monde. On hurle que la loi est insuffisamment sévère ; on entend qu'il faut rétablir la peine de mort pour les barbares, les assassins. Pourquoi les juges sont-ils aussi laxistes ? Il faudrait voter d'autres lois encore plus dures et remplir les prisons. L'opinion publique est pour. Surtout le citoyen qui respecte le code de la route, paie ses contraventions et son assurance, s'arrête sur injonction d'un policier ou d'un gendarme et en général se soumet à la réglementation, aux normes enfin à tout ce qui entrave ses libertés. D'accord et après jusqu'où ira-t-on ?

On sait que la loi est votée par les parlementaires de gauche comme de droite ou de nulle part, on s'en aperçoit de nos jours, et qu'elle est l'expression de la volonté générale. Elle doit poser des principes et ne pas viser telle catégorie de la population en particulier ou satisfaire une croyance ou faire plaisir à un petit groupe persuadé de détenir la vérité. Cela c'est la théorie, car chaque citoyen a bien compris que le contenu et la portée des lois répondaient souvent à des soucis d'idéologie ou de captation de clientèles pour arriver au pouvoir.

Dans notre vie politique moderne et passée on ne vivait que par l'alternance. Le prédécesseur a tout faux et a créé désordre, discriminations, inégalités et injustices. Il faut tout changer. L'électeur à l'époque n'avait rien compris. On va lui montrer la voie à suivre pour son bien car c'est un enfant. Il faut le tenir par la main dans son intérêt. Chaque camp a des certitudes et, arrivé au pouvoir, il faut abroger en urgence ce que le gouvernement précédent a fait pour imposer sa vision de la vie économique comme sociale mais aussi humaine. Ce qui devient délicat et entraîne des débats de société sans fin. Et des conflits. Car la vie change et le citoyen évolue parfois à rebours.

Depuis 1958 on a eu des majorités absolues ou relatives qui permettaient de gouverner, parfois en cohabitation. On va voir ce que va donner le gouvernement qui se constitue puisqu'il y a désormais trois blocs avec des partis plus ou moins minoritaires en nombre. Avec des exclus de l'arc républicain et un accord sur rien. Les Français payeront. Ils sont eux constants sur place et semblent avoir voté pour plus de fermeté, de limitation de l'immigration qu'on leur impose ou qui s'invite comme des squatteurs, sans oublier l'identité de la France et leurs niveaux de vie avec des services publics performants et des primes au travail. Les professionnels de l'élection qui échouent retournent à leurs chères études ou se font nommer à une sinécure. Les contribuables soldent la facture. Si la démocratie n'a pas de prix elle a un coût.

Il ne faut pas exiger de nouvelles lois à chaque fois qu'un événement tragique survient. Appliquons sans faiblesse d'abord celles qui existent et faisons exécuter les peines y

compris des courtes qui peuvent être exemplaires sinon dissuasives.

Ne tirons pas sur les pianistes que sont les magistrats. Certes certains se trompent comme dans toute activité humaine mais les conséquences peuvent être définitives pour les victimes directes ou indirectes. D'autres sont politisés et jugent avec leurs œillères en construisant des murs de cons. Mais ce n'est pas la majorité. Les juges en tout domaine sont tenus d'appliquer en l'état les lois qui sont votées par le parlement et qui souvent au pénal reflètent de l'indécision ou de l'utopie. Punir à bon escient peut être utile. Le faire savoir aussi. L'éducation est une solution mais par qui ? la famille est défaillante, l'école débordée et l'État n'est pas bon pédagogue et ne peut tout gérer. Il y a notamment en matière de délinquance un minimum et un maximum de la peine pour tenir compte de la personnalité du présumé coupable et des circonstances. Force est de constater qu'un juge qui choisirait le plus souvent le maximum aurait à s'expliquer devant sa hiérarchie ! Changeons les habitudes et les raisonnements.

Les juges s'efforcent de suivre et d'interpréter les politiques pénales décidées par le pouvoir exécutif. Actuellement moins de détention, plus de peines de substitution car on manque de tout, de personnel, de juges et greffiers, d'éducateurs, d'établissements, de centres de rétention... Me Dupond-Moretti, ancien garde des Sceaux, a fait progresser considérablement le budget de la justice mais ce sera toujours insuffisant. Ce ne sera jamais assez car les individus ont changé. La violence des jeunes en particulier liée aux trafics de drogue ou à une peccadille s'est développée. Les mots autorité, obligations, solidarité, obéissance n'ont plus de sens. Y compris pour les adultes. Dire non est un casus belli, une provocation ! Chacun considère qu'il a une créance sur la société qui est là pour satisfaire ses envies et ses besoins. On n'arrive pas à trancher entre prévention car il ne faut choquer ou discriminer personne et répression qui sont pourtant des devoirs complémentaires et on se dispute sur le régalien. Ce qui est néfaste à l'ensemble de la société car on ne peut vivre et prospérer que dans la tranquillité. Sans compter les guerres extérieures qui se répercutent sur notre territoire et le terrorisme sous toutes ses formes. Les victimes subissent. En se taisant si possible car il ne faut pas d'amalgame. Sont-elles la priorité de la Justice ?

Ajouter des lois aux lois ne donnera rien. Sauf si on aboutit à un consensus politique sans restriction sur le régalien : la sécurité, la justice, l'ordre public, le respect de la loi. Que nos éminents parlementaires donnent l'exemple et n'encouragent pas à tout décrier et à voir le mal partout surtout chez le concurrent et adversaire aussi citoyen que soi-même, aussi humaniste, aussi fraternel.

Et qu'on réapprenne la responsabilité individuelle. Ce n'est pas toujours la faute des autres ou un problème matériel ou un manque de moyens. Chacun doit se prendre en mains et répondre de ses actes.

Christian Fremaux

Le pape des antipodes

François n'avait qu'une idée en tête : toucher au plus près les périphéries de la terre. Géographiquement, on oublie parfois ici qu'Argentin, il était situé sur le même parallèle que l'Australie. Par le cap Horn et le Chili, il communiquait avec l'océan Pacifique. Humainement, le Pape s'adresse aux marginaux, les plus déshérités, et parmi eux les plus exploités que sont les peuples dits autochtones. Il s'est battu pour imposer un synode sur l'Amazonie. Il place le rapport de l'homme à la nature au centre de sa réflexion sur l'écologie. Il fallait absolument qu'il aille au contact de cet autre univers que chacun croit (largement à tort) encore pratiquement vierge qu'est la Papouasie-Nouvelle Guinée. Le séjour qu'il y accomplit du 6 au 9 septembre est véritablement le point d'orgue de ce périple qui l'a conduit aussi en Indonésie, à Timor et à Singapour ; au-delà, un apogée de son pontificat.

Le point de contact entre deux mondes, deux cultures, deux temporalités, ne pouvait être plus radical. L'évangélisation récente – les hautes terres n'avaient jamais vu d'homme blanc avant les années 1950 – doit compter avec des traditions ancestrales encore vivaces. Parfois jugées incompatibles par les missionnaires, de plus en plus nombreux issus d'Amérique latine pour les catholiques (26 %), mais aussi des groupes évangéliques anglo-saxons (les protestants sont 64 %), les croyances autochtones sont impactées par des formes souvent brutales de développement capitaliste. La crise d'identité est profonde et à l'occasion violente.

En dépit de son âge (87 ans) et de ses handicaps, le Pape, qui avait dû renoncer à ce voyage à cause du Covid, a tenu envers et contre tout à aller jusqu'au bout. Et ce bout s'appelle Vanimo, qui est la dernière ville avant la frontière avec l'autre Papouasie gouvernée depuis 1963 par l'Indonésie, contestée par des mouvements indépendantistes. Ce petit port sur les bords de la mer de Bismarck, coupé de l'intérieur du pays, à 1 000 km de la capitale, Port-Moresby, accessible uniquement par la mer ou l'air, est en revanche à 100 km de la capitale de la Papouasie occidentale, Jayapura (ex-Hollandia, capitale au temps de la colonisation néerlandaise entre 1910 et 1962). À Vanimo, une dizaine de milliers d'habitants, mais site touristique pour surfeurs ; à Jayapura, à une heure et demie par autoroute, 415 000 habitants, une métropole de plus en plus multiethnique qui connaît la plus forte croissance en Indonésie.

Comme en mer Égée, ou à Lampedusa, François se porte sur les lignes de faille de notre monde qui autrement seraient passées sous silence. Le défi est immense.

Dominique Decherf

Russie

Mi-juillet, deux comédiennes russes renommées, Evguénia Berkovitch (39 ans) et Svetlana Petritchouk (44 ans), incarcérées depuis mai 2023, ont été condamnées par le tribunal de Moscou à six ans

de prison. Leur faute ? Elles auraient fait « *l'apologie du terrorisme* » dans une pièce de théâtre montée en 2020. Fin juillet, le pianiste russe Pavel Kushnir est mort dans un centre de détention situé à plus de 6 000 km de Moscou, vers l'île de Sakhaline. Comment ? On ne le sait pas exactement. Les auto-

rités soutiennent qu'il avait entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention, mais les militants des droits de l'homme pensent qu'il aurait été torturé. Il avait été condamné pour avoir « *insulté Poutine de manière indécente* » et exprimé « *un manque de respect manifeste envers*

la société et l'État ». Sauf erreur de notre part, nous n'avons pas vu beaucoup de féministes ni d'artistes français manifester pour la libération de ces artistes russes ni organiser des « *marches blanches* » pour protester contre leur disparition.

Le 3 septembre dernier, un éminent physicien russe, Alexander Shiplyuk, a été condamné par le tribunal de Moscou à 15 ans de prison pour « *trahison d'État* ». En mai, un de ses collègues, Anatoly Maslov, professeur d'aérodynamique de 78 ans au laboratoire d'optique quantique de l'université d'État de Novossibirsk, a écopé de 14 ans de prison pour « *trahison* ». Plus d'une douzaine de scientifiques russes de haut rang ont été arrêtés ces dernières années, dont au moins trois travaillaient au prestigieux Institut Khristianovich de mécanique théorique et appliquée, à Novossibirsk. Et peu importe leur âge ou leur état de santé. En octobre 2022, Valery Mitko, est mort à 81 ans, accusé de « *haute trahison* » et assigné à résidence. La même année, Dmitry Kolker, 54 ans, directeur du même laboratoire d'optique quantique à Novossibirsk que Maslov, a été arrêté dans le cadre d'une enquête pour espionnage : il avait un cancer de stade 4 et il est mort deux jours après, à l'hôpital où il était soigné. Les accusations de trahison, d'espionnage ou de terrorisme étaient largement utilisées par les autorités soviétiques pour envoyer en prison, voire au goulag, des dissidents, des personnalités politiques ou des savants éminents qu'elles redoutaient voir s'éloigner de la ligne du parti. Dans le cas des scientifiques, il est (très)

probable que leur arrestation, voulue par Poutine, soit liée au fait que le programme de missile hypersonique n'a pas, ou n'aurait pas, abouti aux résultats escomptés... Quelles que soient les raisons, il ne faut pas oublier que plus de 1 000 personnes sont détenues en Russie pour motifs politiques.

Nicolas Lecaussin

Espace

Demi-réussite pour Boeing avec le retour sur terre de Starliner. – Finalement la Nasa et Boeing ont permis le retour de la navette Starliner accrochée à l'ISS, mais sans les deux astronautes qui vont devoir revenir en février 2025 avec le concurrent SpaceX.

Mais le pari était néanmoins de tenter de faire rentrer cette navette en bon état sur Terre. Cela a été fait le 7 septembre avec atterrissage au Nouveau Mexique (USA) sur le territoire de White Sands. Désormais le constructeur et le donneur d'ordre vont pouvoir analyser les défauts qui sont apparus sur cette navette et qui ont empêché le retour des astronautes. En effet la NASA, malgré le retard de Boeing et les problèmes rencontrés lors du dernier lancement, maintient sa position de pouvoir compter sur Boeing et SpaceX afin de garantir l'envoi et le retour d'astronautes au moins jusqu'à la fin de la mission de l'ISS, voire plus avec la conquête prochaine de la Lune et de Mars.

Au moins ce retour sans anicroche va permettre à Boeing de relancer les tests de conformité et d'espérer rapidement programmer

une nouvelle expédition.

Quant à Butch Wilmore et Suni Williams, les deux astronautes américains qui ne devaient passer que huit jours à bord de l'ISS, le séjour est prolongé. Heureusement que l'ISS est conçu pour accueillir plus d'habitants, sachant que régulièrement l'ISS reçoit la visite de vaisseaux ravitailleurs.

Philippe Buron-Pilâtre

■ **Algérie** : L'élection présidentielle anticipée du 7 septembre concernait 24 millions d'électeurs potentiels (45 millions d'habitants) et visait à renouveler le mandat du président Abdelmadjid Tebboune, 78 ans. Il a été réélu avec un score « soviétique » de 94,5 % et un taux de participation, auquel personne ne croit, de 48 %. Les deux autres candidats, Abdelali Hassani, 57 ans, présenté par le Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste) et Youcef Aouchiche, 41 ans, pour le Front des forces socialistes (FFS), mettent en cause la sincérité du scrutin, non sans arguments.

■ **Allemagne** : Un Autrichien de 18 ans qui a tiré des coups de feu près du consulat général d'Israël à Munich, le 5 septembre, a été abattu par la police.

■ **Automobile** : Général Motors a annoncé, le 4 septembre, le lancement de la construction à São Paulo au Brésil de véhicules hybrides-flex(ibles) qui fonctionneront à l'électricité, à l'essence, à l'éthanol, voire au gaz.

■ **États-Unis** : Le juge newyorkais qui doit pro-

noncer la peine contre Donald Trump dans l'affaire Stormy Daniels (l'ancien président a été jugé coupable en mai d'avoir fait verser de l'argent sur les comptes de sa campagne électorale à une actrice pornographique qui affirme avoir été sa maîtresse) a décidé, le 6 septembre, de remettre le prononcé de la peine au 26 novembre, soit 21 jours après le scrutin du 5 novembre...

■ **Asie du Sud-Est** : Après avoir causé la mort d'une trentaine de personnes aux Philippines le 5 septembre, le super typhon Yagi (plus de 230 km/h) a frappé les côtes du sud de la Chine et notamment l'île de Hainan le 6 septembre, faisant au moins 5 morts. Le Nord du Vietnam et sa baie d'Ha-long ont été touchés le 7 septembre, où il aurait fait au moins 7 morts et de nombreux blessés.

■ **Ukraine** : Les Russes ont pris, le 7 septembre, un village nommé Kalynove dans le Donbass, à 35 km de leur objectif actuel : la ville de Pokrovsk. Le président Zelensky a été reçu par la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni à l'occasion du forum économique The European House-Ambrosetti, le 7 septembre à Cernobbio, sur les rives du lac de Côme.

■ **Italie** : Le ministre italien de la Culture, Gennaro Sangiuliano, 62 ans, a été remplacé le 6 septembre après avoir dû admettre, le 4 septembre, qu'il entretenait une liaison extraconjugale avec sa jeune responsable de la communication. Celle-ci prétendait avoir obtenu un poste officiel au

ministère où elle se rendait avec des lunettes connectées pour alimenter ses réseaux sociaux. La justice italienne a été saisie pour vérifier l'absence d'abus de biens sociaux ou de divulgation d'informations confidentielles.

■ **Venezuela** : Le candidat de l'opposition à la récente présidentielle, Edmundo Gonzalez Urrutia, menacé d'arrestation par le régime de Maduro, s'était réfugié à l'ambassade d'Espagne de Caracas. Il a quitté son pays le samedi 7 septembre, à bord d'un avion militaire espagnol, pour l'Espagne qui lui a accordé l'asile politique. Les autorités vénézuéliennes lui avaient délivré un « sauf-conduit » diplomatique.

■ **Beauté** : La chaîne de magasins britannique (présente en Australie, Canada et en Asie) de produits de beauté « équitables » The Body Shop, qui avait déposé son bilan à Londres en février, a été rachetée le 7 septembre par un consortium mené par le milliardaire anglais d'origine indienne Mike Jatania.

■ **Pétrole** : Les pays de l'Opep et la Russie ont annoncé le 5 septembre renoncer provisoirement aux augmentations de production qui avaient été prévues pour octobre. Cela n'a pas empêché le cours du baril de pétrole de tomber à moins de 72 dollars le 9 septembre (- 18 % depuis mars 2023). Ce prix a son importance pour soutenir l'effort de guerre russe, mais la guerre en Ukraine entretient l'inquiétude des décideurs économiques et ralentit donc les achats de pétrole et de gaz.

Sur la scène... un sacré bordel. On est dans la chambre d'un enfant de six ans. Un lit défait, un bureau sale, un aquarium... à l'eau douteuse. Un micro piano, une maison Fisher Price, un micro. Par terre, un chapelet de saucisses, des billets de Monopoly. Le chant des cigales. Solal Bouloudnine est déjà sur scène, tenue de tennis dégoûtante, crème bizarre sur le visage, qui joue au tennis. Projection du 19/20 du 2 août 1992, avant de parler des médailles françaises aux JO, Michel Berger est mort. Solal Bouloudnine prend la parole, « *Bonjour, vous avez des questions ?* » Parce que la fin fait un peu peur, alors autant commencer par la fin, non ?

Solal Bouloudnine va convoquer une galerie de personnages savoureux pour bâtir un de ces spectacles improbables qui nous font rire d'abord, réfléchir ensuite.

Quand je suis entré dans la salle, je me suis un peu demandé dans quoi j'étais tombé, et quand le spectacle a commencé, j'étais sur ma réserve. Solal Bouloudnine m'a chopé, il m'a embarqué jusqu'au bout de son spectacle. J'ai bien sûr ri en suivant des personnages, son chirurgien (du mou) de père, sa mère juive, le serveur espagnol, la marchande à lunettes. L'institutrice dingue, France Gall maltraitée, un rabbin. J'ai forcément été ému à chaque évocation de Michel Berger, sa mort, sa première télé, sa dernière interview.

Quand je suis sorti, j'avais déjà envie de décanter le spectacle ? Pas d'en parler, non. De le laisser continuer de m'imprégner.

On peut voir *La Fin du Début* pour la suite de sketches, la galerie de personnages, on passera un moment désopilant.

On peut voir *La Fin du Début* pour le fil conducteur, l'interrogation sur l'inévitabilité de la fin, à laquelle on ne peut pas échapper même quand on change l'ordre, fin-début-milieu, ça ne change rien de toutes façons, même les bornes intermédiaires sont floues. Ou pour l'autre fil conducteur, Michel Berger, qu'on va retrouver sur scène, à l'écran, par les paroles de ses chansons qui s'insèrent dans le texte. Michel Berger qui est mort dans la maison voisine de celle dans laquelle



Solal Bouloudnine passait ses vacances, il avait six ans, c'était la fin de son enfance.

On peut voir *La Fin du Début* pour le questionnement sous-jacent sur les racines, le destin, la non-possibilité d'échapper aux unes comme à l'autre. C'est celui-là qui m'occupait l'esprit à la sortie.

Où alors on peut juste voir *La Fin du Début* parce que c'est le seul endroit où on verra Michel Berger interpréter une version orientale de *Starmania* pendant qu'un micro ondes réchauffe une soupe aux asperges préparée par une France Gall décidément pas gâtée. On lui avait prédit le 2 août 1992 qu'elle allait accéder à l'immortalité... sous cette forme-là ? Vraiment ?

À un tournant du spectacle, Solal Bouloudnine nous confie que jouer est la seule chose qu'il a commencée enfant et poursuivie adulte. Pour notre bonheur, il n'a pas échappé à ce destin, et la salle l'en a félicité par de grands applaudissements chaleureux.

Guillaume d'Azémar de Fabrègues

Au Théâtre Lépici jusqu'au 30 décembre 2024. Lundi, mardi : 21 h 00. Durée : 1 h 20. Jeu et conception : Solal Bouloudnine. Texte : Solal Bouloudnine & Maxime Mikolajczak, avec la collaboration d'Olivier Veillon. Mise en scène : Maxime Mikolajczak & Olivier Veillon. Compagnie : Miam-Miam. Visuel : Yoann Buffèteau.

Sur la scène, de chaque côté, des canapés, des fauteuils, blancs. On aperçoit un piano, au fond. Le spectateur est ébloui, sol brillant, fond et côtés de la scène couverts de miroirs à mi-hauteur, projecteurs orientés vers la salle. La distribution arpente la scène, la balaie. Qu'est-ce que je peux vous dire de plus ? La première fois qu'on a entendu parler de Vadim Baranov...

On est dans l'appartement de Vadim Baranov, où se déroule une belle soirée. Pierre Barthélémy, un journaliste français, le prend à part, arrive à le convaincre de lui raconter les coulisses de sa vie. Derrière l'artiste, derrière le saltimbanque, il y a l'homme qui a contribué au pouvoir du Tsar, de son arrivée à la guerre en Ukraine, en passant par le Koursk, la guerre en Tchétchénie, la révolution Orange... Pendant que la fête se déroule, Baranov étire pour Barthélémy les fils de l'arrière-cuisine du Kremlin.

Roland Auzet a pris le roman de Giuliano Da Empoli à bras-le-corps pour cette adaptation au théâtre. La rencontre entre un journaliste français et l'énigmatique Vadim Baranov, l'éminence grise de Vladimir Poutine. Il raconte la fin des années Eltsine, la montée de Poutine. J'avais lu le livre, glaçant de réalité, à sa publication. Roland Auzet le poursuit, y intègre la guerre en Ukraine, la fin d'Evguèni Prigojine. Il prend, transpose, prolonge, le sel du livre y est, son esprit et sa finesse aussi. On en retrouve les grands moments, et toutes les lignes de force.

Cette superbe adaptation est servie par une belle distribution. On saluera le jeu tout en finesse de Philippe Girard, Baranov impénétrable. La performance d'Hervé Pierre, fantastique Berezovski, qui se voulait le marionnettiste et qui finit dans un exil doré, on savoure sa présence et sa voix. La subtilité d'Irène Ranson Terestchenko, pateline Ksénia. L'air tchékiste de Karina Beuthe Orr. La palette d'Andranic Manet.

Malheureusement, les acteurs sont équipés de micros. Un choix regrettable, on perd les nuances des voix, elles semblent toujours provenir du centre de la scène et, surtout, le son salle était beaucoup beaucoup trop

fort. Un gros bémol, également, pour la lumière, vive, éblouissante, face public. Est-il utile de porter au théâtre les codes de TikTok ? Est-ce pour montrer la difficulté de percevoir la réalité à travers l'écran d'un smartphone ? Peut-être, mais sans la possibilité de régler le niveau du son ou de la luminosité. Les personnes sensibles aux bruits forts ou aux lumières vives, dont je suis, auraient mérité un avertissement, ou une paire de bouchons d'oreilles.

Le Mage du Kremlin est une dissection méticuleuse de l'ère post soviétique et des ressorts de Vladimir Poutine. Roland Auzet en fait une superbe adaptation, il intègre les événements qui se sont produits depuis la parution

du livre. Je suis sorti de la salle avec un avis mitigé. Séduit par l'adaptation et le jeu de la distribution, captivé par cette plongée dans les entrailles du Kremlin, agressé et épuisé par le son et la lumière.

G. A. F.

À La Scala Paris jusqu'au 3 novembre 2024. Du mardi au samedi : 21h00 ; dimanche : 17h00. Durée : 1h40. Texte : Giuliano Da Empoli (adaptation : Roland Auzet). Mise en scène : Roland Auzet. Avec : Hervé Pierre (Sociétaire de la Comédie Française), Karina Beuthe Orr, Philippe Girard, Andranic Manet, Stanislas Roquette, Claire Sermonne, Irène Ranson Terestchenko. Compagnie : ACTOpus, compagnie Roland Auzet.





La Diaspora Libanaise Overseas (DLO) vous invite à la Table Ronde qu'elle organise,

sous le parrainage de Monsieur le Sénateur Olivier Cadic

sur le thème

LE LIBAN DE DEMAIN DANS LE NOUVEAU MOYEN-ORIENT

Le Vendredi 13 septembre 2024

à 18 heures au Palais du Luxembourg

Les Intervenants :

- **Monsieur Marwan Hamadé**, Député au Parlement libanais et Ancien Ministre
- **Professeur Karim Bitar**, Président de Kulluna Irada et Professeur de relations internationales (USJ, IRIS, ENS).
- **Professeur Ziad Majed**, Professeur et Responsable des études du Moyen-Orient à l'Université Américaine de Paris.
- **Monsieur Roy Badaro**, Economiste, Directeur de la recherche économique au sein du Think tank LEAD.

Le Modérateur :

- **Monsieur Rodrigue Raad**, Président de la DLO.

La Table Ronde débutera par un mot de bienvenue à l'adresse des intervenants, suivi de la présentation du volet politique, du volet économique et de sessions de questions/réponses.

Cette Table Ronde tentera d'analyser les derniers développements sur la scène du Moyen-Orient, la redistribution des cartes entre les puissances mondiales et régionales et de projeter le rôle du Liban dans ce nouveau contexte.

Date et Lieu : vendredi 13 Septembre 2024 à 18H00 au Palais du Luxembourg, salle René Monory, 15 rue de Vaugirard 75006 Paris. Prière de se présenter à partir de 17H30 munis de votre pièce d'identité.

Merci de confirmer votre participation à : diasporalibanaise@gmail.com au plus tard le vendredi 6 septembre 2024 en précisant votre nom et prénom conformément à votre carte d'identité.

Contact : diasporalibanaise@gmail.com GSM : France : 06 86 37 04 81 - 06 88 15 42 84

Diaspora Libanaise Overseas, une association de droit français loi 1901, enregistrée sous le numéro W751200216, numéro SIREN : 529 910 747.